

Malakoff, le 20 février 2017

Décision n°2017-22 portant délégation de signature

La directrice générale de l'EPIDE,

Vu l'article R3414-18 du code de la défense ;

Vu le décret du 13 octobre 2014 portant nomination de la directrice générale de l'EPIDE ;

Vu la décision n°2015-19 portant nomination d'un directeur de centre,

Décide :

Art. 1^{er} – Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Josée GALAS, directrice du centre de Montry, à l'effet de signer, au nom de la directrice générale :

1° en matière de gestion des volontaires à l'insertion :

- a) la lettre de convocation des candidats au volontariat pour l'insertion ;
- b) l'ensemble des correspondances relatives au recrutement (mises en attente, différés dans l'admission, refus) ;
- c) le contrat de volontariat pour l'insertion et ses avenants (renouvellement, suspension, transfert, modification d'état civil),
- d) l'attestation de fin de contrat de volontariat pour l'insertion ;
- e) l'attestation de présence des volontaires pour l'insertion ;
- f) la convention de stage des volontaires pour l'insertion ;
- g) la résiliation de contrat de volontariat pour l'insertion pendant la période de rétractation ;
- h) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion suite à la démission du volontaire pour l'insertion ;
- i) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion à l'initiative de l'EPIDE (absences injustifiées, inaptitude, situation incompatible avec les exigences du programme, non retour après suspension) ;
- j) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion au motif d'insertion ;
- k) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion pour réorientation du volontaire pour l'insertion ;
- l) la requalification des motifs de la résiliation d'un contrat de volontariat pour l'insertion ;
- m) la convention générale tripartite de formation au permis de conduire ;
- n) l'attestation de parcours citoyen ;
- o) le contrat de soutien pour les volontaires à l'insertion ;

- p) le renvoi à titre conservatoire ;
- q) les mesures disciplinaires mentionnées en annexe de de la présente délégation de signature ;
- r) la retenue financière pour dégradation du matériel ;
- s) l'attribution de secours d'urgence ;
- t) la déclaration d'accident.

2° en matière de gestion des agents du centre de Montry :

- a) l'attribution de la prime individuelle ;
- b) l'octroi de congés et les autres autorisations d'absence du personnel (CP, RTT, reports) ;
- c) l'avertissement ;
- d) le blâme ;
- e) le procès-verbal d'installation ;
- f) l'ordre de mission ponctuel pour le territoire métropolitain ;
- g) l'indemnisation des nuitées des temps de cohésion ;
- h) la déclaration d'accident du travail.

3° en matière d'achats :

- a) tout acte de commande formalisant l'achat public ou les conditions générales d'achat (CGA), dès lors que le montant global en cause n'excède pas 4 000 € HT ;
- b) les ordres de service dans le cadre de l'exécution sur site des marchés concernant le centre ;
- c) le visa de service fait dans le cadre de l'exécution sur site des marchés concernant le centre à l'exception des marchés relevant des domaines d'attribution de la direction du patrimoine et de la logistique ;
- d) l'ensemble des documents répondant à une procédure d'accord-cadre, relatifs au centre, soit :
 - les marchés subséquents d'un montant inférieur à 10 000 euros et valant acte d'engagement ;
 - les cahiers des clauses particulières correspondants ;
 - les lettres de notifications ;
 - les lettres de rejet ;

4° divers

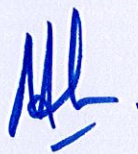
- a) les contrats de ville ;
- b) les conventions et accords de partenariat n'emportant pas pour l'EPIDE d'engagement financier supérieur à 4 000 euros HT ;
- c) les conventions de stage concernant des stagiaires accueillis par le centre.

Art. 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Josée GALAS, la délégation de signature qui lui est donnée est exercée par Mme Valérie ONILLON, cheffe du service insertion professionnelle et formation du centre de Montry.

Art. 3 – La décision n° 2015-60 portant délégation de signature est abrogée.

Art. 4 - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature

Art. 5 – Le secrétaire général est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de l'établissement.



Nathalie HANET

Annexe : sanctions disciplinaires,
telles que définies à l'article 4 du décret n°2005-886 relatif à la discipline générale s'appliquant aux volontaires pour l'insertion et aux volontaires pour un contrat de service au sein de l'EPIDE

<u>sanction</u>	<u>prononcée par</u>
1° l'exclusion provisoire de certaines activités	Directeur du centre
2° l'interdiction temporaire d'accès aux lieux de loisirs	Directeur du centre
3° l'accomplissement de travaux d'utilité générale supplémentaires	Directeur du centre
4° la privation de sortie	Directeur du centre
5° l'avertissement	Directeur du centre
6° le blâme	Directeur du centre
7° l'exclusion temporaire du centre	Directeur général sur proposition du directeur du centre après avis du conseil de discipline.
8° la cessation anticipée du volontariat pour l'insertion	Directeur général sur proposition du directeur du centre après avis du conseil de discipline.